



CONSEIL DE DIRECTION
96^{ème} session
Rome, 10 - 12 mai 2017

FR

UNIDROIT 2017
C.D. (96) 14
Original : anglais
avril 2017

Point n° 16 de l'ordre du jour: Divers

Droit privé et développement

**Coopération avec le Forum mondial sur le droit, la justice
et le développement (LFLJD) et travaux éventuels futurs
dans le cadre du projet "Human-Centered Business Model"**

(préparé par le Secrétariat)

<i>Sommaire</i>	<i>Information sur la coopération actuelle avec le Forum mondial sur le droit, la justice et le développement (GFLJD) et les travaux éventuels futurs dans le cadre du projet "Human-Centered Business Model" (Modèle d'entreprise centré sur l'être humain - HCBM)</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Le Conseil est invité à prendre note des informations fournies dans le présent document et à autoriser le Secrétariat à poursuivre ses consultations avec le GFLJD en vue de participer à l'élaboration du projet, sous réserve de disposer des ressources financières nécessaires</i>
<i>Mandat</i>	<i>n.a.</i>
<i>Degré de priorité</i>	<i>n.a.</i>

I. HISTORIQUE DE LA COOPÉRATION ENTRE UNIDROIT ET LA BANQUE MONDIALE – FORUM MONDIAL SUR LE DROIT, LA JUSTICE ET LE DÉVELOPPEMENT (GFLJD)

1. Dans le cadre de la coopération établie entre un certain nombre d'organisations internationales sous la direction de la Banque mondiale, UNIDROIT a rejoint, en tant que partenaire, le *Forum mondial sur le droit, la justice et le développement (GFLJD)*. Le GFLJD est une initiative de la Vice-Présidence juridique de la Banque mondiale qui fournit un cadre innovateur et dynamique pour le partage de connaissances juridiques, qui fait un pont entre des pays en développement, des groupes de réflexion, des organisations régionales et internationales, des institutions financières internationales et des organisations de la société civile qui conjuguent expériences pratiques et recherches dans les domaines concernés. Le GFLJD compte actuellement près de 107 partenaires. Voir: <http://www.globalforumljd.org/>

2. UNIDROIT est membre du Comité pilote du GFLJD, où il a été représenté par son Président, le Professeur Alberto Mazzoni. UNIDROIT – avec d'autres organisations comme la FAO, le FIDA, la Banque mondiale, le WFO-OMA et USAID – a organisé des réunions au sein du GFLJD, à Washington D.C.

(Etats-Unis) en 2015: en avril dans le cadre des *IMF-WB Spring Meetings* et en novembre, pendant la *"Law Justice and Development Week 2015"*, respectivement sur les thèmes suivants "L'agriculture contractuelle en tant qu'outil pour le développement économique et social", et "Promotion de bonnes pratiques pour les investissements agricoles". Une *Communauté de pratique sur les aspects juridiques de l'agriculture contractuelle (CdP/AJAC)* (cf. C.D. (96) 6 a) – "Activités de suivi et promotion du Guide juridique sur l'agriculture contractuelle UNIDROIT/FAO/FIDA") a également été constituée par UNIDROIT dans le cadre du GFLJD.¹

3. En 2016, le Secrétariat d'UNIDROIT a été invité, en tant que partenaire du GFLJD, à participer au projet *"The Human-Centered Business Model (HCBM): A Holistic Approach to a New Model for Doing Business* (Le modèle d'entreprise centré sur l'être humain (HCBM): une approche holistique pour un nouveau modèle pour faire des affaires).

II. LE PROJET "GFLJD - HUMAN-CENTERED BUSINESS MODEL (HCBM)"

4. L'objectif du projet est de développer une approche de type *tertium genus* qui permette de combler le fossé entre les modèles d'entreprise à but lucratif et sans but lucratif: *l'entreprise centrée sur l'être humain (HCE)*. Ce nouveau modèle vise à conjuguer la durabilité économique, sociale et environnementale, à promouvoir un modèle plus équitable de faire des affaires, à favoriser l'équité inter- et intra-générationnelle, le partage des richesses et la croissance économique inclusive. Il entend avoir un impact réel sur la dignité du travail, sur les communautés locales et sur l'environnement, ainsi que sur les entreprises de la chaîne d'approvisionnement. Le nouveau modèle devrait être flexible et adaptable également aux pays à revenu faible ou intermédiaire. Une présentation sommaire du projet se trouve en Annexe 1 (en anglais).

5. Le modèle s'articule autour de six piliers : 1) des principes fondamentaux centrés sur l'être humain avec 2) des options juridiques et de gouvernance d'entreprise cohérentes, 3) des instruments financiers adéquats, 4) un régime fiscal favorable, 5) des politiques de passation de marchés cohérentes, et 6) des modalités spécifiques de soutien au renforcement/encadrement des capacités. Le modèle théorique qui sera adopté, sur une base volontaire, nécessitera un cadre juridique réglementaire et politique de mise en oeuvre. Chaque pilier sera élaboré sous la leadership intellectuelle de deux ou plusieurs partenaires, avec l'implication d'autres participants.

6. L'ensemble du projet doit être coordonné par la *European Public Law Organisation (EPLO)*; des consultations sont en cours avec d'autres organisations en vue d'identifier un ou plusieurs co-leaders mondiaux. Les différents partenaires du projet (plus de 40), avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères qui a fourni un financement de lancement, ont préparé une Note conceptuelle² assortie d'une évaluation financière, qui est maintenant soumise à d'éventuels donateurs.

III. LES RAISONS D'UN EVENTUEL INTERET D'UNIDROIT POUR LE PROJET HCBM

7. Faisant suite à une proposition de l'Organisation internationale du droit du développement (OIDD), le Conseil de Direction d'UNIDROIT à sa 88^{ème} session (Rome, avril 2009) a demandé au Secrétariat d'étudier la possibilité d'élaborer conjointement un projet de régime juridique pour les entreprises sociales. L'étude préliminaire préparée par le Secrétariat d'UNIDROIT conformément à la demande du Conseil ([UNIDROIT 2010 - CD \(89\) 7 Add. 5](#)) a souligné les spécificités juridiques de ces formes d'entreprise au regard des formes sociétaires traditionnelles - entités à but non lucratif et sociétés commerciales classiques - et a rendu compte de la reconnaissance institutionnelle, conceptuelle et pratique croissante, ainsi que des législations nationales qui ont établi des cadres

¹ voir: <http://www.globalforumijd.org/themes/thematic-working-groups-and-communities-practice>

² Proposition du LFLJD pour "The Human-Centered Business Model (HCBM): A Holistic Approach to a New Model for Doing Business" – 30 novembre 2016.

juridiques particuliers pour ce type d'entreprise. L'étude a suggéré en conclusion qu'une proposition internationale de cadre juridique pour l'entreprise sociale (ou pour un type particulier d'entreprise sociale) était justifiée, et a avancé des propositions méthodologiques en vue de la formulation d'une telle proposition.

8. Lors de sa 89^{ème} session (Rome, avril 2010), le Conseil de Direction a reconnu l'intérêt du projet et, sous réserve que l'OIDD obtienne le financement extérieur nécessaire, a accepté de recommander que le projet soit inclus dans le Programme de travail 2011-2013 de l'Institut. Cette recommandation a été approuvée par l'Assemblée Générale d'UNIDROIT à sa 67^{ème} session (Rome, 1 décembre 2010). L'OIDD n'ayant pas été en mesure d'obtenir le financement nécessaire, à sa 90^{ème} session (Rome, juillet 2011), le Conseil a encouragé le Secrétariat à poursuivre ses consultations avec d'autres organisations éventuellement intéressées à coopérer avec UNIDROIT dans ce domaine. Compte tenu de l'actualité du sujet, le Conseil a recommandé que le projet sur les "Aspects juridiques du *social business*" soit maintenu dans le Programme de travail 2014-2016 de l'Institut, avec un degré de priorité bas. Compte tenu de la nécessité de compléter d'autres projets ayant priorité dans le Programme de travail, aucun travail n'a été poursuivi sur ce sujet par le Secrétariat d'UNIDROIT.

IV. EVENTUELLE PARTICIPATION PRESENTE ET FUTURE D'UNIDROIT AU PROJET HCBM

9. Au regard de l'intérêt d'UNIDROIT dans le passé et de ses travaux préliminaires, la possibilité qu'UNIDROIT apporte sa contribution au projet GFLJD, en particulier au pilier II "*Cadre juridique et gouvernance*", a acquis une pertinence particulière. Comme le précise la Note conceptuelle, "l'objectif de ce Pilier est d'élaborer un cadre juridique et de gouvernance permettant d'utiliser le HCBM dans des contextes socio-économiques et juridiques différents, à des fins diverses et pour des activités variées, et pour des entreprises de dimensions diverses" ; quant à ses activités, elles consistent à "identifier le modèle juridique et réglementaire fonctionnel; élaborer des systèmes innovants de gouvernance d'entreprise qui puissent assurer la poursuite d'objectifs autres que le profit; élaborer des stratégies de conformité et de suivi pour contrôler le respect du modèle juridique au sein de la gouvernance d'entreprise; élaborer des projets de dispositions à incorporer dans les statuts des HCE (*Human Centered Enterprises*).

10. Vu l'intérêt qu'il avait manifesté pour le projet, le Secrétariat d'UNIDROIT a offert aux partenaires du projet d'organiser une conférence à Rome, dans le cadre de la série d'événements d'information et de promotion du projet qui ont lieu dans différents pays. La Conférence s'est tenue au siège d'UNIDROIT, le 17 février 2017, sous les auspices de l'Agence italienne pour la coopération au développement, avec la participation de nombreux conférenciers provenant d'organisations internationales, d'entités gouvernementales italiennes, d'organisations non gouvernementales et d'institutions universitaires, en présence d'un public nombreux. Le [Programme de la Conférence](#) et la [revue de presse](#) sont disponibles en cliquant sur ces liens.

11. Le 10 avril 2017, le Secrétaire Général d'UNIDROIT a reçu une lettre de M. Marco Nicoli, Chef de projet principal, Forum mondial sur le droit, la justice et le développement, et *Senior Knowledge Management Officer*, Vice-présidence juridique, Banque mondiale, qui "invite officiellement [UNIDROIT] à envisager la possibilité de prendre la direction conjointe, avec l'Université de Florence, du pilier II intitulé "*Cadre juridique et gouvernance*". M. Nicoli souligne que le projet a obtenu le soutien de nombreuses organisations internationales et d'entités gouvernementales nationales et que des efforts sont activement déployés pour trouver des opportunités de financement. La lettre de M. Nicoli est reproduite en Annexe II.

V. ACTION DEMANDEE

12. *Le Conseil de Direction est invité à prendre note des informations fournies dans la présente Note, à autoriser le Secrétariat à poursuivre ses échanges avec le GFLJD et à accepter la proposition de collaborer avec le projet comme demandé, à condition que les coûts afférents soient entièrement couverts par le financement du projet.*

Project Summary

“Human Centred Business Model: a Holistic Approach to a New Model of Doing Business”

The [Global Forum on Law, Justice and Development](#), promoted and supported by the Legal Vice Presidency of the World Bank, presents the Project entitled “Human Centred Business Model: a Holistic Approach to a New Model of Doing Business”.

This critical moment in history demands an effort to find innovative solutions against inequality, social disaggregation and conflict, pollution, the depletion of natural resources, the dramatic consequences of climate change and the deterioration of urban and rural landscapes.

As also specified in Agenda 2030¹ for Sustainable Development, there is a need for socially responsible models of production and consumption, in order to ensure the co-existence of just profit with social cohesion and a healthy environment.

The Project aims to contribute to the development, and experimentation, of a new economically sustainable and wealth generating business model, which is also respectful of human rights, the environment and local communities. The Project aims to provide concrete answers for businesses seeking to conciliate economic growth with respect for the individuals, communities and natural habitats they interact with, and have found no such solutions in the existing economic and legal models and market mechanisms.

The Project aims to involve both institutional and private stakeholders, particularly those that have already been experimenting innovative approaches to the economy, business, and social activities, for quite some time.

The Project is built on six, closely inter-related Pillars:

Pillar 1 - “Guiding Principles”, which will study the application of the *guiding principles* already clearly expressed in Agenda 2030, to Human-centred Enterprises (HCEs). In particular, the Pillar will identify the **Guiding Principles** for profit-oriented enterprises who wish to combine profit with the respect for global sustainable development objectives, contributing to the creation of a job market based on dignity and quality and environmentally friendly products. The central elements of this pillar are research, analysis and summarised reporting on existing solutions and result indicators.

Pillar 2 - “Legal Framework and Corporate Governance” will address the formulation of an outline (with a proposed regulation) of new forms of **legal frameworks and corporate governance** to help businesses, especially corporations, to work under the identified “Guiding Principles”, with characteristics that

¹ Agenda 2030 for Sustainable Development is an action plan for people, the planet and prosperity, signed in September 2015 by governments of 193 member States of the UN. It encompasses 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in a vast action plan that includes 169 targets. The official launch of the SDGs was at the beginning of 2016, to guide the world down the path for the next 15 years and to meet the undertaking of reaching the Goals by 2030.



allow for democratic participation, inclusive economy, an interest for the common good, and a respect for nature.

Pillar 3 - “Financial” will address *innovative financial instruments* for businesses that adopt this model. In particular, it will focus on how to build on experiences of: employee participation, subsidised funds, start-up funding, free technical assistance, crowd-funding, ethical finance, etc.

Pillar 4 - “Fiscal” will provide recommendations for *fiscal conditions* that take into account the additional costs of HCEs and provide incentives for their socially and environmentally sustainable work with a view to levelling and not distorting the market.

Pillar 5 - “Procurement” will provide recommendations on *corporate policy and subsidised public procurement*, in a manner that does not hinder competition, providing favourable conditions for businesses that operate in abidance of the law and environmental and ethical standards (such as “green procurement”).

Pillar 6 – “Capacity Building and Mentoring Support” will provide *training and mentoring solutions*, focussing on the product-launching phase for new businesses, supported by universities, professional associations, managers and experts, and also taking account of the impact of entrepreneurial activities on the local community.

The Project aims to provide a new ecosystem for the Human Centred Enterprise, which would then undergo an experimental phase of application in at least two countries, providing technical support to the respective governments.

UNIDROIT and some of the project partners, invite you to attend a presentation and a workshop on 17 February 2017, from 9.30 am to 4 pm at UNIDROIT headquarters, in via Panisperna 28 Rome. The event will be held under the patronage of the Italian Cooperation Development Agency.

Due to limited seating you are kindly requested to register for the event contacting Ms. Françoise Ghin f.ghin@unidroit.org tel: (+39) 06 696 21 45

Under the patronage of the Italian Cooperation Development Agency



MARCO NICOLI
Senior Project Manager Global Forum on Law, Justice and Development
Senior Knowledge Management Officer
Legal Vice Presidency

April 10, 2017

Dr. José Angelo Estrella-Faria
Secretary General
UNIDROIT

Dear Dr. Estrella Faria,

On behalf of the World Bank Legal Vice-Presidency and of all the partners of the *Human-Centered Business Model (HCBM) Project* I would like to thank you, the President Prof. Alberto Mazzoni and all your staff for hosting at UNIDROIT the February 17th successful event.

We received words of appreciation from all the participants and an impressive media coverage. While we are planning other presentations of the project with events in Brussels at the European Parliament, in Paris and in Barcelona, we are actively pursuing funding opportunities and we are working on the project's leadership and governance.

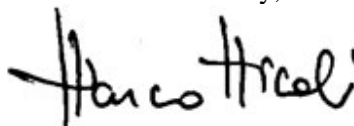
With this letter I would formally invite you to consider the possibility of taking a co-leading role with the University of Florence for the Pillar 2 on "Legal Framework and Governance". The objective of this Pillar is to develop a legal and governance framework to enable the HCBM to be used in different socio-economic and legal environments, for a variety of purposes and activities, and for businesses of varying sizes.

UNIDROIT, together with the World Bank Group, OECD and EPLO are currently the main international organizations partners of the project, and others such as ILO have expressed their interest to join. A number of national government authorities, including the French Ministry of Foreign Affairs and the Italian Development Agency, are supporting the project as well.

As a law-formulating agency enjoying high recognition for its expertise and quality of its work, we believe that UNIDROIT would be an ideal co-leader for the Pillar. It would bring a valuable complementary expertise also in consideration of its traditional collaboration with universities and other legal institutions worldwide.

Looking forward to our continuing collaboration, I remain,

Yours sincerely,



Marco Nicoli